

INTA 35

CONGRÈS MONDIAL
DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

6-10 Novembre 2011- Lyon et Grenoble, France

Note de synthèse

Métropole: voisinages et politiques d'alliances

“Exit, Voice and Loyalty”



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE

L'économiste américain Albert Hirschman disait que les hommes souhaitent faire entendre leurs voix (voice) dans les institutions qui les gouvernent, au-delà de la possibilité qu'ils ont de les choisir (exit). Les événements politiques et sociaux récents démontrent qu'il est de plus en plus difficile d'être loyal (loyalty) sans condition.

L'urbanisation rapide et la mondialisation accélèrent le processus de métropolisation. Les dynamiques métropolitaines redéfinissent et recomposent les territoires où les gens vivent, travaillent, consomment et créent. Ces multiples interactions d'acteurs, d'échelles de territoires et de fonctions fabriquent aujourd'hui les territoires les plus performants. Elles dessinent les composantes d'un « espace métropolitain », échelon territorial privilégié de dialogue, de réflexions prospectives et d'actions pour affronter les défis d'une société en rapide transformation.

Si les très grandes métropoles, les mégapoles, attirent aujourd'hui l'attention, leur développement, les politiques qu'elles portent, ne sont pas toujours représentatives de toutes les situations urbaines, notamment des villes-territoires de taille moyenne. Pour rester attractives, ces métropoles « intermédiaires » organisent leurs alliances selon des modalités qui réinventent la démocratie locale ; elles sont confrontées à la concurrence à laquelle elles apportent des réponses spécifiques, différentes de celles des grandes métropoles.

Comment ces territoires évolueront-ils demain ?

Face à la spécialisation spatiale et la ségrégation, l'identité métropolitaine peut-elle aider à concevoir des stratégies « correctives » comme à Lyon, Bordeaux, Turin, Lima, Stuttgart, Durban, Gdansk ou Fukuoka ?

Comment les métropoles intermédiaires négocient-elles avec leurs partenaires industriels un positionnement attractif dans la nouvelle économie comme Vancouver, Malmö, Kuala Lumpur, Anvers, Grenoble ou Genève ?

Quelles politiques structurelles et quelles modalités de partenariat entre ville centre et les autres villes du territoire métropolitain, comme dans le cas de Rotterdam et du Randstad, de Bogota et de Cundinamarca, de Rostock et de l'Allemagne du Nord, de Getafe vis-à-vis de l'agglomération de Madrid, de Prague et de la Bohême, de Katowice avec la Silésie, de la région urbaine de New-York ?

Quelles innovations peuvent conduire les métropoles à être plus respectueuses de l'environnement et à mieux valoriser leur patrimoine naturel et culturel comme à Bilbao, Bâle, Tainan, Lisbonne, Tallinn, Varsovie ou Oujda ?

Après ses grands congrès sur la métropolisation de La Haye, Kuala Lumpur, Kaohsiung, San Sebastian, et ses récents travaux sur le futur des métropoles, à Bogota en Amérique latine, et à Getafe et Bordeaux en Europe, l'Inta a conçu son 35^e congrès annuel comme une étape supplémentaire dans l'anticipation des facteurs de changement, et la construction de politiques de développement urbain visant à renforcer l'efficacité des moyens de l'action collective.

Le choix de Lyon et Grenoble, comme villes hôtes du Congrès annuel Inta35, illustre la diversité des alliances et des stratégies de valorisation des atouts naturels, culturels et sociaux des métropoles intermédiaires.

La comparaison avec d'autres situations dans le reste du monde aide à dégager une meilleure compréhension des dynamiques à l'œuvre, à réduire l'incertitude face aux changements, à répondre de manière pragmatique aux interrogations vis-à-vis du futur, à concevoir les mesures à déployer pour assurer un développement soutenable et désiré, et sans doute aussi, à montrer que les cadres de gouvernance sont au service des stratégies et projets de territoires.

Les interactions qui font métropole

Les systèmes d'interactions, qui font métropole sont ici regroupés selon quatre grands champs, dessinant les composantes d'un « espace métropolitain », cadre privilégié de dialogue, de réflexions prospectives et d'actions pour affronter les nouveaux défis du développement urbain dans une société en rapide transformation.

Identité et image métropolitaine

Le territoire métropolitain souffre aujourd'hui d'un déficit d'identité et de représentation, qui freine l'émergence d'un sentiment d'appartenance et son développement intégré, alors qu'il existe comme une réalité quotidienne pour une multitude d'acteurs qui la pratiquent dans leur travail, leurs loisirs, leurs déplacements et leur mode d'habiter.

Les outils traditionnels de l'aménagement, le plan, le projet, les infrastructures, les transports, les représentations statistiques, ne suffisent pas à rendre compte de « ce qui fait métropole », dans la variété de ses dimensions économiques, sociales, temporelles et symboliques.

Mobilisation des ressources et compétences métropolitaines

Du projet au niveau de l'îlot au projet à l'échelle du grand territoire, des savoir-faire d'acteurs au savoir-faire d'un territoire, une interaction complexe construit les dynamiques métropolitaines d'où émergent des domaines d'excellence d'échelle internationale ainsi que des processus d'appropriation locaux. De la qualité de ces interactions entre « petits » et « grands » projets, entre initiatives individuelles et collectives, entre projets économiques, projets sociaux et projet de territoire, entre économie de la connaissance et économie productive, dépend la force du développement métropolitain dans son ensemble.

Quels sont les mécanismes qui contribuent à mobiliser les ressources et les compétences, et à mettre en synergie et en cohérence les initiatives des acteurs socio-économiques et politiques qui contribuent à la qualité de vie, à la créativité, la lisibilité et l'influence des métropoles ? Constitution ou confortement des pôles universitaires et de recherche, mise en réseau et en synergie des acteurs de la recherche, de l'industrie et des PME/PMI, organisation des accès aux données par des réseaux haut et très haut débit... Comment mobiliser à la fois les acteurs locaux et les ressources externes pour stimuler l'innovation et le développement local ?

Mais il s'agit aussi de partager un processus de co-construction et d'appropriation collective du projet métropolitain. Quelles stratégies d'intégration et de cohésion sociale dans les métropoles intermédiaires? Leur taille constitue-t-elle un atout contre les inégalités d'accès aux ressources urbaines? Quelles formes urbaines adaptées aux nouveaux modes de vie, sans renoncer à la taille humaine des villes?

Coopérations et alliances territoriales

En dehors des grandes métropoles d'échelle mondiale, les constructions métropolitaines s'appuient aujourd'hui sur des stratégies de gouvernance et de coopérations de voisinage propres à chacune d'elles, pour atteindre les objectifs de gestion des ressources, de qualité urbaine, ou d'attractivité des territoires. Associant des villes dans des réseaux de courte distance ou des agglomérations avec leurs territoires périurbains, les métropoles composent des alliances à géométrie variable pour mettre en œuvre les politiques et les projets nécessaires à leur développement et à leur fonctionnement. Ces modes de coopération variés permettent selon les cas, d'associer des ressources complémentaires, de créer des effets de masse, de définir et de gérer les « biens communs de la métropole » que constituent les ressources naturelles, l'eau, l'énergie, les savoirs, les moteurs de l'activité économique ou l'habitabilité du territoire.

Dans un paysage institutionnel complexe, marqué par de multiples échelons de compétences, les coopérations territoriales existent comme espaces de débat, de coordination et de projets qui permettent aux acteurs publics de dépasser les cloisonnements institutionnels, tout en gardant leur légitimité à assurer des responsabilités à l'échelle qui est la leur.

Mobilité et services, enjeux métropolitains transversaux

La question des flux de personnes et des marchandises, les mobilités, d'une part, et d'autre part des flux de services aux populations sont transversaux à tous les enjeux du développement. Le territoire métropolitain est rythmé par des flux qui conditionnent à la fois sa vitalité économique, son insertion dans un système régional ou mondialisé et la qualité de vie de ses habitants.

Ces territoires doivent composer entre objectifs de vitesse et lenteur, de liaisons grande distance et de proximité, de flux et stock: l'habitabilité des espaces de flux émerge comme un nouvel enjeu aux côtés de celui des espaces résidentiels ou des centralités.

Les temps d'accès caractérisent et dessinent aujourd'hui les métropoles tout autant que l'occupation physique de l'espace: temps de connexion aux grandes métropoles internationales, temps d'accès aux gares et aéroports, temps de liaisons inter-cités et temps d'accès aux ressources urbaines ou périurbaines de proximité.

Quelques chiffres

Près de **550** personnes se sont inscrites au congrès Inta35 qui s'est déroulé à Grenoble et à Lyon du 6 au 10 décembre 2011.

37 pays étaient représentés. D'Asie: Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Russie, Sri Lanka, Taiwan, Thaïlande. D'Afrique: Bénin, Maroc, Tunisie, du Moyen Orient: Qatar, Israël et Iran. D'Amérique du Nord et du Sud: Canada, USA, Colombie, Pérou. Et bien entendu d'Europe: Autriche, Belgique, République Tchèque, Estonie, Géorgie, Suisse, Pays-Bas, Royaume Uni.

Profil des congressistes:

38 % de professionnels du public

28 % de professionnels du privé

21 % d'élus

6 % d'étudiants

7 % autres (presse...)

De fait, **350** personnes ont été effectivement accueillies lors des conférences du congrès. En effet, il est difficile notamment pour les pays en voie de développement de financer leurs voyages et les crises que subissent actuellement les pays les plus riches entraînent également aujourd'hui des difficultés ou des reports.

En revanche, le débat public a réuni près de **500** personnes, essentiellement un public de la métropole grenobloise.

Le comité scientifique Inta35

La Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole a souhaité constituer un comité scientifique réunissant des chercheurs grenoblois et lyonnais afin de structurer la ligne éditoriale du congrès Inta35.

Ce comité scientifique était composé de:

Alain Faure, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble référent du débat public,

Martin Vanier, professeur à l'Institut de géographie alpine de Grenoble,

Gilles Novarina, professeur à l'Institut d'urbanisme de Grenoble,

Romain Lajarge, professeur à l'Institut de géographie alpine, de Grenoble

Gilles Pinson, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon.

Ont été associés à ce groupe **Nicolas Tixier**, professeur à l'École nationale d'architecture de Grenoble qui a coproduit le film avec la Métro intitulé « Taskscapes urbains ».

Et **Fabienne Martin-Juchat**, directrice de l'Institut de la communication et des médias de Grenoble pour un travail des étudiants sur l'identité de la métropole.

Chacun était référent d'une plénière et/ou d'une conférence urbaine.

Chaque référent a rédigé un texte fil conducteur transmis aux animateurs et intervenants.

Le comité scientifique a élaboré, avec le comité de pilotage, le texte introductif ainsi que la synthèse finale présentée à Lyon le 9 décembre 2011 par **Jean-Michel Evin**, directeur général de l'AURG.

Séance introductive

Représentations et constructions des identités métropolitaines

7 novembre 2011

Par **Nicolas Tixier**, professeur à l'École nationale d'architecture de Grenoble

Le film « Taskscapes urbains »

Dès la naissance du cinéma, la ville a été un des premiers objets de fascination des cinéastes en même temps que les architectes, urbanistes ont à leur tour été fascinés par cette nouvelle possibilité de représentation. Certains historiens vont jusqu'à dire que la ville moderne et l'image animée avaient besoins l'une de l'autre pour exister. La représentation du mouvement rendu possible avec la pellicule, permettait d'être au plus près des nouvelles sensations urbaines que procuraient l'électrification des villes, la mécanisation des transports et la démultiplication des flux. La ville avait trouvé son médium par excellence, un médium nouveau et populaire pour s'énoncer.

Plus de cent ans après, la condition urbaine et l'image animée sont omniprésentes l'une comme l'autre et ne cessent de se refléchir mutuellement.

Ce n'est pas un hasard alors, si au cours des réunions de préparation de ce congrès, il s'est très vite dégagé l'envie d'apporter un regard vidéographique à ces journées.

Nous avons organisé une équipe mettant en collaboration l'Inta/la Métro/l'AURG et le laboratoire de recherche Cresson de l'école nationale supérieure d'architecture de Grenoble.

Deux doctorants en architecture ont porté ce projet, Laure Brayer qui en a assuré la réalisation globale et Guillaume Meigneux, le

montage. Tous deux réalisent un doctorat sur les nombreux rôles que l'outil vidéo peut jouer en urbanisme.

Pour réaliser ce film, ont été sollicités cinq vidéastes-urbanistes habitant chacun une métropole prise dans les 5 continents.

Les villes sont présentées selon un parcours d'Est en Ouest :

Asie : Hanoï au Vietnam

Afrique : Bamako au Mali

Europe : Helsinki en Finlande

Amérique du Sud : Recife au Brésil

Amérique du Nord : Montréal au Canada

L'été 2011, ces cinq vidéastes, habitants de ces villes, ont filmé celles-ci selon un cahier des charges commun et précis. Celui-ci définissait des contraintes thématiques et des contraintes formelles. Chaque vidéaste devait ensuite produire des plans vidéo-graphiques en lien avec 5 thèmes propres aux métropoles (mobilité, économie, habitat, nature, espace public).

- mobilité (dedans et dehors)/1 travelling latéral + 1 plan fixe
- économie (micro et macro)/ 2 plans fixes
- habitat/1 plan en prises volantes (caméra à l'épaule)
- nature et ville/1 plan panoramique horizontal
- espace public/1 plan fixe en plongée (caméra surplombante)

Le film fait 14 minutes, il est sous-titré en français et en anglais. Il s'intitule « Taskscapes urbains ».

A travers ce protocole, puis par le montage du film, on découvre les situations que les vidéastes ont choisies, situations que nous ne connaissons pas par avance. Ce film n'est ni une fiction, ni un documentaire au service d'un discours, mais plutôt le témoignage de situations urbaines ordinaires de ces 5 métropoles à travers le regard de vidéastes habitants. A Helsinki, on découvre le ramassage des bouteilles dans l'espace public comme micro-économie, ou encore le lavage de tapis à grandes eaux comme pratique habitante classique.

La force de la vidéo est qu'elle permet de saisir et de transmettre en quelques minutes, voire quelques secondes, la configuration sociale, construite et sensible d'une situation urbaine. La représentation prend source dans la matière même (un lieu, un collectif, un moment) pour ensuite questionner une idée.

Si nous voyons apparaître aujourd'hui un renouveau des représentations – avec Internet en particulier – l'usage de la vidéo reste trop souvent cantonné à la communication – voire au marketing territorial.

Et malgré les nombreux outils de communication et une certaine démocratisation de leur utilisation, la dimension métropolitaine souffre encore beaucoup d'un déficit de représentation, sauf bien entendu pour les métropoles capitales qui cristallisent les études autant que les fictions. Ceci alors même que la métropole existe comme une réalité quotidienne pour une multitude d'acteurs qui la pratiquent dans leur travail, leurs loisirs, leurs déplacements et leurs modes d'habiter.

La construction d'un espace public d'expression et de confrontation des récits métropolitains, qu'ils soient à l'initiative ou non des collectivités, est une des conditions d'émergence d'une identité métropolitaine partagée.

Les outils traditionnels de l'aménageur, tel que le plan, la carte, le schéma, les statistiques, qu'ils soient déployés pour l'analyse comme pour le projet ne suffisent pas à rendre compte de ce qui fait métropole dans les pratiques quotidiennes des uns et des autres, dans leur variété, sociale, spatiale, temporelle et aussi symbolique.

Comment faire métropole, au sens d'une fabrique collective ?

Trois pistes pour cela :

D'abord, la piste de la gouvernance. C'est un enjeu majeur largement abordé dans ce congrès – et tout particulièrement avec la conférence débat « Citoyens d'ici et d'ailleurs – comment se faire entendre ? ».

Ensuite la piste du projet, fédérateur des initiatives et des territoires. Elle est en général déjà à l'œuvre.

C'est au final la piste des représentations que je voudrais mettre en avant ici. Représentations physiques, c'est la question du médium et des médias, autant que représentations symboliques, avec leur dimension imaginaire. S'en suivent trois arguments pour leurs constructions qui visent *in fine* « un partage des représentations ».

Le passage de la notion d'habitant à celle de territoriant

Si l'idée de métropole ne va pas de soi chez beaucoup d'habitants, leurs pratiques sont, en revanche, très souvent métropolitaines. Nous n'habitons plus des villes, mais des territoires. On habite à un endroit, travaille à un autre, on passe du temps dans les transports en commun, on fait ses courses encore à un autre endroit, les études pour les enfants se passent encore ailleurs, et pour les loisirs, on peut s'affranchir largement de ses espaces de proximité.

On ne passe pas de façon continue et homogène d'un espace à un autre, on passe plutôt d'un événement à un autre, d'une activité à une autre. Espaces d'événements autant qu'espaces de connexions. Chacun a sa propre carte territoriale, sur laquelle il dessine ses propres itinéraires.

Chacun à ses ruses, ses tactiques, ses stratégies, ses bricolages pour user du territoire.

Stratégies spatiales, stratégies temporelles mais aussi stratégies corporelles. Quels outils avons nous aujourd'hui pour dire ces pratiques et ces itinéraires subits ou voulus, parfois passifs mais souvent inventifs ?

Un chercheur catalan, Francesc Muñoz, a forgé un néologisme pour cela, celui de territoriant pour compléter le mot d'habitant et signifier par là, que l'espace où l'on déclare habiter, n'est évidemment pas et parfois de loin, le seul espace signifiant pour chacun.

Passer de l'idée d'habitant à celle de territoriant, entraîne en différents lieux une redéfinition des espaces dans lesquels son implication est légitime, implication politique autant que corporelle.

Mais c'est aussi plus largement, considérer qu'on peut être attaché à un territoire et son devenir, même si on n'y habite pas.

Faire métropole, c'est sans doute aussi permettre à ceux qui partent –très loin ou juste à côté– de garder un contact, une information, un droit de regard et d'expression sur un territoire auquel ils sont attachés. Partir, revenir, accueillir, rester en lien, sont des figures qui forgent des identités métropolitaines.

Le territoire des uns et des autres est fait d'espaces et de temps que l'on pourrait nommer de réserve, en reprenant l'expression de l'architecte-géographe Pascal Amphoux, lieu et moment où l'on se met en retrait, où des cohabitations se bricolent, où reste le droit à l'anonymat ou à la différence.

C'est bien aussi cette impossibilité d'une maîtrise totale de l'évolution des territoires qui rend possible l'existence même d'un sentiment métropolitain, le fait qu'on y rencontrera toujours des pratiques qui trouvent à s'installer et qui échappent à toute pensée aménagiste. On en revient à ses itinéraires qui fabriquent un patrimoine métropolitain humain et sensible.

Le recueil des récits

Pour le philosophe et critique français Louis Marin, un espace devient un lieu, quand un corps s'y indique et s'y expose. Le lieu est alors un espace-corps où l'expérience peut être référée par une parole qui la dit ou un corps qui la montre et cela par un récit (je te raconte), par une visite (viens voir), c'est-à-dire par une traduction ou une reconduction de l'expérience vécue.

S'intéresser à la fabrique ordinaire de la ville nécessite bien souvent de recueillir ce récit du lieu. Ce récit, tout en étant à chaque fois singulier, n'est jamais un. Par nature, il est pluriel et polyglotte. Il s'intéresse aux pratiques et aux ambiances. Il mélange passé, présent et futur et nous renseigne, habitants, décideurs comme concepteurs sur ce qui fait le quotidien urbain, pour soi, tout autant que pour les autres.

Si, pour beaucoup, recueillir ces récits n'est pas encore du projet, c'est au moins une mise en situation d'écoute, de réflexion et d'énonciation de son territoire et c'est, pour quelques-uns, déjà être « en projet ».

Un des enjeux pour faire métropole est bien la production et le recueil de récit et la création d'espaces d'expressions où peuvent se partager ces récits des lieux (par le texte, la photo, la vidéo, le corps montrant, etc.). Redonner une place à l'expression de l'expérience vécue, à ces descriptions épaisses, comme les nomme Clifford Geertz, au sein des processus métropolitains.

Le partage des représentations et l'itération permanente

Comment forger alors les outils d'une « culture métropolitaine » faites de pratiques individuelles et collectives, pratiques qui articulent des temps et des territoires à toutes les échelles ? Culture qui ne serait pas uniquement la culture urbaine de la grande ville.

Loin de l'idée d'un storytelling fictionnel derrière lequel tous se ranger, la production des récits, habitants, artistiques, experts, politiques, la construction de leur légitimité, la construction d'espaces et de médiums pour leur partage est une des conditions essentielles pour faire métropole.

Ce partage des représentations n'oblige à aucun accord, mais il permet pour tout un chacun de mieux saisir les enjeux urbains à travers le prisme de la position justement de chacun, il permet par le débat de créer une culture métropolitaine faite d'horizons communs, mais aussi de différences et de controverses.

Certaines pratiques métropolitaines disparaissent, d'autres s'ancrent et font patrimoine, alors que de nouvelles s'inventent. L'*in situ* est vivace et varié, il y a toujours une actualité au recueil et au partage des représentations.

Cette actualisation et cette itération permanente que permet aujourd'hui le partage des représentations, c'est la possibilité d'articuler la construction d'un grand récit métropolitain aux multiples récits qui font la fabrique ordinaire du territoire. Un récit, est aussi cent et un récits, comme un projet, est toujours, en fait, cent et un projets.

Cette question est éminemment ancienne. Mais sans remonter trop loin, l'urbaniste et critique allemand Siegfried Kracauer discutait au début du 20ème siècle de l'importance des journaux, des feuilletons, du cinéma, de la photographie pour dire et interroger la modernité des grandes villes et connoter ce qu'il nommait « le flux de la vie ». Qu'en est-il de ces médiums là quand on n'habite pas une métropole capitale ? Bien entendu Internet –et plus globalement l'ensemble du territoire numérique– à ajouter à la liste de ces médiums, permet par ses capacités d'éditorialisation, un débat public inédit.

Quel que soit le support, l'enjeu reste de recueillir et de produire des représentations pour rendre compte de cette condition métropolitaine actuelle autant que de la condition métropolitaine souhaitée. On ne pourra guère parler de métropole sans médiums et médias pluriels et ancrer aux situations pour témoigner, réfléchir et débattre de son existence.

Plénières

7 novembre 2011

Plénière 1

Économie des métropoles : entre globalisation et territorialisation



Par **Martin Vanier**, professeur à l'IGA

La logique même de la globalisation n'est pas celle de la territorialisation : ces deux logiques peuvent se nourrir, comme elles peuvent se contredire. La globalisation peut inciter au désancrage des activités, à leur volatilité, comme stimuler leur spécification, leur compétitivité. Inversement, la territorialisation peut flatter les identités endogènes et les arrangements locaux, comme elle peut stimuler les réseaux, et pousser à l'ouverture. Globalisation et territorialisation sont des processus, des logiques, pas des vertus, des garanties.

Comment rendre actives ces deux logiques ensemble dans une métropole, tout en contrôlant leur dosage respectif, pour empêcher qu'une des logiques pénalise l'autre ? Comment les jouer ensemble dans une interaction bénéfique ? La globalisation joue avec les territoires, comme les territoires jouent dans la globalisation : mais alors, qui mène le jeu ? Les métropoles ? Toutes les métropoles ? Et de quels acteurs parle-t-on, lorsqu'on invoque l'économie des métropoles ?

Ces questions difficiles ne doivent pas être évitées. Lorsqu'elles sont édulcorées, les phénomènes de crises de diverses natures se chargent de les remettre à l'ordre du jour. Ainsi aujourd'hui, avec la crise financière et systémique, qui fragilise particulièrement les grandes villes. Les métropoles intermédiaires, celles qui ne font pas partie des plus grandes villes du monde, n'échappent pas à l'interpellation. Sont-elles moins globalisées, parce que plus petites ? Rien n'est moins sûr. Sont-elles mieux liées aux territoires, parce que si proches d'eux ? Cela reste à prouver.

Ce premier débat en séance plénière traite des conditions de la prospérité sans laquelle il est peu de perspectives (Exit), d'acteurs porteurs de sens (Voice), et de bases pour l'entente métropolitaine (Loyalty).

Plénière 2

Habitabilité et cohésion sociale



Par **Romain Lajarge**, professeur à l'IGA

Les métropoles intermédiaires possèdent l'avantage de leur territoire « à taille humaine ». Elles sont saisissables du regard, traversables à pied ; on peut les connaître sans plan et par l'expérience ; leurs évolutions sont relativement lentes et progressives ; bref, en un mot, elles apparaissent **habitables par leurs qualités intrinsèques**.

Mais elles présentent l'inconvénient de leur avantage : souvent trop petites pour résister à l'auto-dégradation de leurs qualités ; génétiquement dépendantes d'autres métropoles ; assez rarement dotées d'un pouvoir politique à la bonne échelle ; pas toujours très bien reliées à leurs grandes périphéries régionales ; exposées à la fois aux grandes fluctuations économiques et financières et aux effets de la paupérisation croissante ; bref, elles apparaissent **fragiles dans leur cohésion interne**.

Les émeutes urbaines ne cessent de ramener épisodiquement cette question sur le devant de la scène médiatique (voix). Puis, de l'oublier dans les coulisses. Mais de nombreux autres phénomènes disent aussi cette mutation de l'habitabilité et cette crise de la cohésion territoriale (ségrégation, gated-communities, enlaidissements périphériques, dysfonctionnements des services urbains, embouteillages, pollutions...) qui n'est pas qu'un problème social. En guise de réponse, les individus, dans des mouvements collectifs sans nom, construisent des stratégies silencieuses de mise à distance (exit). Cela se traduit notamment par un étalement urbain dont l'analyse non idéologique peine toujours à voir le jour. Faire tenir ensemble habitabilité et cohésion est un défi majeur. S'il se pose aussi à toutes les échelles territoriales, la particularité des métropoles intermédiaires est de pouvoir inventer, par effet de proximité, de nouvelles modalités d'intervention (loyalty) à la fois publique, privée et tournée vers des biens communs (naturels, récréatifs, culturels, informationnels, ...).

L'articulation entre ces trois régimes différents de l'action collective participe à rendre plus ou moins habitables les métropoles. Mais, ils participent aussi à rendre plus visible la grande crise de la cohésion qui s'inscrit dans l'histoire longue de l'urbanisation du monde.

1. Qu'est-ce qui rend habitable une métropole ? Est-ce d'abord la quantité et la qualité des habitats ou surtout la possibilité d'habiter convenablement tout l'espace, y compris l'espace en périphérie lointaine ?

2. Comment rendre plus vivable, agréable, aimable les métropoles pour rendre la perspective de les habiter acceptable pour les individus ?

3. Face aux processus globaux de décohésion sociale, **quels sont les instruments politiques à disposition des pouvoirs territoriaux locaux ?**

4. Et, parallèlement, **quelles sont les pratiques effectives œuvrant à plus de tranquillité, sécurité, entraides, solidarités**, permettant de penser l'habitabilité des métropoles en partie indépendamment des contraintes et des incertitudes de l'économie mondiale ?

Plénière 3

Transformation des modes de vie et responsabilité environnementale



Par **Gilles Novarina**, professeur à l'IUG

Aujourd'hui, la compétitivité des métropoles, plus particulièrement des métropoles intermédiaires, est liée moins à la capacité d'attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois qu'à celle d'accueillir ou de retenir une main d'œuvre qualifiée. L'habitabilité de la ville apparaît donc comme un facteur de développement local.

L'habitabilité d'un territoire doit être imaginée, en référence par exemple avec une pensée urbanistique qui remonte à Ildefonso Cerdà, comme combinant de bonnes conditions d'installation (logement, accès aux équipements) et la possibilité à se connecter à des réseaux de mobilité. Résidence et mobilité ne doivent, en effet, pas être opposées mais associées.

La prise de conscience sans cesse plus aigüe des contraintes environnementales (nécessaire préservation des espaces de naturalité, maintien de la biodiversité, qualité de l'air et de l'eau, réchauffement climatique) conduit à une recomposition des préférences habitantes.

L'habitabilité d'un territoire doit prendre en compte les nouvelles exigences ayant trait à la qualité des transports collectifs, à la connexion des espaces naturels par les réseaux de mobilité douce, à l'accès à une alimentation de qualité, à l'existence d'une offre de loisirs et de culture de proximité.

Comment les stratégies de planification territoriale locale tentent-elles de répondre à un tel défi ?



Retour sur le Débat public

« Citoyens d'ici, citoyens d'ailleurs, comment se faire entendre ? »

7 novembre 2011



Par **Alain Faure**, professeur à l'IEP de Grenoble

Partant du constat que les grandes villes sont le théâtre d'initiatives variées en matière de démocratie participative, la conférence-débat a cherché à ouvrir un dialogue entre des Grenoblois impliqués dans des dispositifs délibératifs (à partir d'interviews filmées) et cinq grands témoins relatant des expériences citoyennes innovantes dans les métropoles de Lyon, Barcelone, Londres, Turin et Vienne. Il s'agissait d'interpeller ces invités d'honneur sur la capacité des habitants à débattre collectivement de sujets de société sensibles comme la ségrégation sociospatiale, la crise du politique, les « sans voix » et les « invisibles », la solidarité de proximité, l'urbanisme durable... Les échanges ont aussi porté sur la difficulté des métropoles à imaginer un « intérêt communautaire » qui place la question des « voisins » et des « alliances » au cœur des controverses, c'est-à-dire en permettant d'imaginer un récit mobilisateur pour que les individus adhèrent à une cité plus solidaire à l'échelon métropolitain (et pas seulement à la micro-échelle du quartier ou des cercles socioprofessionnel et identitaire).

Au fil des témoignages et des réactions dans l'assistance (fort nombreuse en cette fin de journée), il est apparu que les projets de participation révélaient une série de tendances communes sur la façon dont les « citoyens d'ici et d'ailleurs » prenaient la parole. La participation reste une occasion privilégiée pour faire vivre la flamme du collectif et des projets ambitieux (voir utopiques) sur des micro-expériences autogestionnaires (voir libertaires). On constate aussi une radicalité certaine dans la façon dont les « indignés » urbains dénoncent la politique, les institutions et les structures traditionnelles d'organisation des intérêts et des professions (partis, syndicats, parlements...). Par ailleurs, les plaidoyers insistent volontiers sur l'importance des diagnostics partagés qui parviennent à dessiner sur le temps long une communauté de destin, en se tenant à bonne distance des solutions et injonctions court-termistes de la société de consommation. Enfin, tous les intervenants soulignent que les « métropoles intermédiaires » sont confrontées à un redoutable problème de formulation des priorités collectives en raison de la multitude des points de vue et des jeux d'échelle en présence.

Le défi n'est pas seulement de savoir « comment se faire entendre » (pour reprendre l'affiche de la conférence débat) mais aussi de construire une parole collective qui transcende sans les travestir, ni les aseptiser, les contradictions et les trésors de la complexité urbaine.

Conférence-débat

CITOYENS D'ICI ET D'AILLEURS

Comment se faire entendre ?

Lundi 7 novembre à 18 heures - à la MC2

Entrée libre et gratuite

En présence de

Jon Aguirre, blogueur et « indigné » (MADRID)

Joost Beunderman, designer urbain (LONDRES)

Andrea Bocco, expert en projets d'autoconstruction et ressources locales (TURIN)

Michael Obrist, expression sociale dans l'espace public (VIENNE, AUTRICHE)

Gérard Claisse, élu en charge de la participation citoyenne (GRAND LYON)

Alain Faure, docteur en sciences politiques (CNRS / IEP GRENOBLE)



Conférences urbaines

8 novembre 2011

Conférence urbaine A : Enjeux de gouvernance

A 1 : coopération : métropoles et voisinage

A 2 : négociation et articulation avec les autres niveaux territoriaux

A 3 : urbanisme négocié et problématiques locales

Par **Martin Vanier**

Quand on invoque les « enjeux de gouvernance », on ouvre (au moins) trois sujets :

Celui de la coordination des gouvernements qui, chacun à leur échelle, participent au développement métropolitain et à sa régulation : tant la coordination « horizontale », entre les collectivités locales d'un même niveau qui font la mosaïque métropolitaine, que la coopération « verticale », avec les niveaux englobants (Région, Etat, voire au-delà).

Celui du partenariat d'action avec les firmes privées très puissantes qui interviennent dans le champ des services urbains, de la construction et la promotion immobilière, et du développement métropolitain en général : partenariat d'investissement comme partenariat de gestion, le plus souvent à long terme.

Celui de la participation citoyenne à la chose publique, son orientation, ses choix, ses décisions, et pas seulement aux échelles dites de proximité, mais aussi à des échelles plus stratégiques, plus globales, comme celles qui permettent vraiment de traiter les enjeux du développement durable.

La gouvernance métropolitaine, c'est ce triple rendez-vous, d'autant plus difficile à tenir que chacun d'eux a ses acteurs, ses spécificités, ses échelles, et donc ses issues (Exit), ses voix (Voice), ses formes de loyauté (Loyalty).

Pour les métropoles à taille humaine, métropoles intermédiaires qui n'existent que par les assemblages qu'elles promeuvent, la tâche peut sembler plus facile sur certains plans, et plus difficiles sur d'autres, comparativement aux mégapoles. Sont-elles en mesure de construire un avantage comparatif par l'efficacité et la cohérence de leur gouvernance, au triple sens évoqué ?

Conférence urbaine B : Enjeux de cohésion sociale

B 1 : développement solidaire et innovation sociale

B 2 : ségrégation spatiale et exclusion sociale

B 3 : accessibilité aux ressources :
habitat, services de proximité, santé

Par **Romain Lajarge**

Les enjeux de la cohésion pour les métropoles intermédiaires sont (au moins) de trois ordres :

Le premier enjeu est celui du développement innovant [B1]. Les métropoles intermédiaires ne peuvent compter sur la seule croissance par l'économie-monde ou sur l'espoir de l'invention « pourvoyeuse d'emploi » pour penser leur devenir. En revanche, elles peuvent s'appuyer sur leurs spécificités, leurs originalités, leurs différences en les inscrivant dans leurs territoires. La reconnaissance de la qualité de leur habitabilité ne devient-elle pas, alors, un caractère distinctif essentiel par rapport aux grandes cités ? Que ce soit dans l'infra-urbain (disponibilité de logements, variété sociale, mixité de l'usage des espaces publics, multiculturalisme...) ou dans le grand espace métropolitain (périphéries de proximité, campagnes disponibles, multiplicité des espaces récréatifs...), les atouts des métropoles intermédiaires sont celles de leurs territoires, bien plus que celles de leurs fonctions dans le système économique mondial. Le développement innovant relève-t-il de la capacité à révéler les complémentarités locales et les solidarités créatrices ? L'innovation sociale serait-elle donc d'abord territoriale ?

Mais parmi les conditions d'une habitabilité acceptable et adaptée aux spécificités des métropoles intermédiaires, la lutte contre les ségrégations spatiales et sociales [B2] apparaît de plus en plus comme un impératif. Car si le processus d'exclusion renvoie au problème global du partage des richesses, les mécanismes de l'inclusion sont, eux, en partie, locaux. Une planification territoriale à grande échelle est-elle une solution plus efficace que les grandes opérations de déconstruction-reconstruction ? Comment penser les extensions métropolitaines pour accroître l'intégration des périphéries et/ou pour fabriquer effectivement du polycentrisme ? Car rendre habitable une métropole consiste aussi à trouver une place pour chacun, pour les plus pauvres comme pour les plus riches, les jeunes et les anciens, les actifs et ceux qui sont en recherche d'activité ; le plus possible ensemble et non séparés ! Quels sont les instruments de la résolution, dans l'espace (et par l'espace), des problèmes de la ségrégation sociale ?

Enfin, le troisième enjeu tient dans l'offre globale de services [B3] que les métropoles intermédiaires proposent aux habitants afin que ceux-ci soient satisfaits d'y habiter : le confort spatial des logements et les prix fonciers, la qualité de la vie et la « douceur de vivre », la sécurité apparente et l'amointrissement des risques, les festivités et la diversité culturelle, la fluidité du trafic et l'offre de transport en commun, les services urbains de tous ordres et le foisonnement des initiatives privées, la diversité des ambiances et la beauté de certains lieux, la circularité de l'information et le climat entrepreneurial, la disposition des espaces libres et la disposition des gens... Puisque dorénavant les ressources génériques se font rares, les métropoles intermédiaires n'ont-elles pas à réinventer en permanence leurs propres ressources territoriales ?

Conférence urbaine C : La capacité des villes territoires à prendre place dans l'économie mondiale

C1 : quels moteurs économiques dans les métropoles intermédiaires ?

C2 : quelles stratégies pour attirer ou produire de l'innovation ?

C3 : écologie des flux, mobilité et temps de la métropole

Par Gilles Pinson, professeur à l'IEP de Lyon

C1 – Quels moteurs économiques dans les métropoles intermédiaires ?

L'idée de moteur économique métropolitain peut s'entendre de plusieurs manières.

Retenons en trois.

Elle renvoie d'abord à la notion de spécialisation, d'identité économique, d'avantage compétitif. Ce qui caractériserait les métropoles intermédiaires (ou *second cities*) c'est l'impossibilité de compter, comme les villes-mondes, d'une base économique diverse et foisonnante assurant une reproduction quasi automatique des conditions de la croissance. Dans les villes-mondes, « les choses pousseraient toutes seules », les stratégies d'exit de certaines entreprises seraient compensées par l'arrivée de nouvelles. Dès lors, il n'est pas besoin d'organiser la *voice* des acteurs économiques pour définir des stratégies et, à la limite, pas besoin de stratégie. Les métropoles secondaires seraient, elles, condamnées au « capitalisme coordonné », fondé sur la *voice*, afin de développer des stratégies économiques concertées.

Toutefois, et c'est la deuxième acception de la notion de « moteur » que nous retiendrons, la nécessité d'une *voice* se traduit souvent par des stratégies assez stéréotypées consistant à mettre en avant quelques grandes figures de patrons locaux, intégrés dans des coalitions les associant avec les grands élus et partageant avec ces derniers l'agenda de la croissance. Ces dispositifs élitistes de *voice* tendent souvent à faire l'économie d'une réflexion plus globale sur le néo-corporatisme urbain, sur les manières de mobiliser et de favoriser la *voice* des PME, et plus généralement des acteurs peu disposés à l'action collective et à la prise de parole publique et dès lors, contraints à la *loyalty*.

Enfin, le moteur peut être opposé à un autre élément de l'économie métropolitaine mais dont on fait souvent moins cas : appelons cet élément les « roues ». Penser en termes de moteurs ne trahit-il pas une croyance profondément ancrée - notamment dans les métropoles secondaires - dans la force entraînée d'une grande entreprise, d'une spécialisation. Cette obsession amène souvent les métropoles secondaires à miser énormément de ressources sur les stratégies de marketing, sur les relations avec les « grands comptes » (censés assurer la *loyalty* des multinationales nomades) ou encore sur les grandes infrastructures. Les victimes de cette obsession du moteur sont souvent les éléments banals qui font pourtant la ville : les services urbains et le réseau des PME.

C2 – Quelles stratégies pour attirer ou produire de l'innovation ?

La question de l'innovation est une bonne entrée pour interroger une autre croyance (légitimement) ancrée dans les milieux de l'action publique urbaine : la croyance dans l'action publique qui est, elle-même, intimement liée à une autre croyance, celle dans la possibilité d'organiser, de planifier le développement technologique. Pourtant, toutes les idées et postulats que nous manipulons aujourd'hui autour de « l'économie de la connaissance » ou du « capitalisme cognitif » nous ont été inspirés par des régions (Italie des districts, Silicon Valley, etc.) dont la particularité est de ne pas avoir bénéficié de politiques

publiques et de dispositifs de planification, ou si peu, ou la *voice* des innovateurs n'a jamais été organisée par les pouvoirs publics. Dès lors, une question se pose : comment planifier, organiser, reproduire un type de développement qui est apparu, pour une bonne partie de manière spontanée ? Comment organiser une croissance fondée sur un mécanisme, l'innovation qui, par bien des aspects, est rétif à tout encadrement bureaucratique (rappelons, avec Foellmi, que si Einstein avait été contraint de travailler à l'élaboration d'un système de GPS, nous n'aurions eu ni GPS, ni théorie de la relativité, qui s'est pourtant avérée, après coup, essentielle à l'invention du GPS) ?

Force est de constater que ces fantasmes du contrôle, de la prévisibilité du développement scientifique, technologique et industriel sont souvent à la base des politiques de développement et de soutien à l'innovation. Au nom de l'économie de la connaissance, de la triple hélice et de la stratégie de Lisbonne, nos policymakers étatiques mais aussi métropolitains se voient souvent en timoniers de l'innovation, contraignant les chercheurs à expliciter leur contribution à la compétitivité des pays et des métropoles (une *voice* arrachée en quelque sorte). On a souvent l'impression qu'au final, ces stratégies contribuent moins à l'innovation qu'à conforter les oligopoles industriels et les liens qui les unissent structurellement aux élites bureaucratiques (c'est le cas notamment avec les pôles de compétitivité en France).

C3 – Ecologie des flux, mobilité et temps de la métropole

L'évocation des flux, des temps et de l'habitabilité des métropoles de second rang est l'occasion d'ouvrir à nouveau le débat sur les stratégies de compétitivité de ces métropoles. Aujourd'hui, les oligarchies qui les dirigent s'accordent sur plusieurs impératifs : l'impératif de la croissance et du positionnement dans l'économie de la connaissance, mais aussi l'impératif de la densification des espaces centraux des métropolitains. La « pause », dans la croissance, dans l'intensification des rythmes, dans la réurbanisation, est présentée comme inenvisageable car synonyme de marginalisation dans la hiérarchie métropolitaine. La densification est considérée comme la seule réponse à l'étalement. Le résultat est un emballement des marchés fonciers et immobiliers, la production d'espaces urbains sans identité (l'excellence architecturale étant réservée aux vitrines que sont devenus les « flagship development projects » et autres éco-quartiers). La focalisation sur les marqueurs de métropolitité (marketing, projets urbains de prestige, course à l'événement, etc.) fait encore une fois une victime : les services urbains.

Deux impensés traversent ces stratégies. Ces stratégies d'intensification sont souvent inspirées par l'exemple des villes-mondes ou des métropoles de premier rang. Mais les métropoles secondaires n'ont pas et n'auront pas de sitôt les aménités qui placent ces villes-monde dans une autre classe. Et ce qu'elles ont en propre, l'espace, l'habitabilité, la fluidité sont autant d'aménités que ces politiques d'intensification sont en passe de ruiner. Ensuite, la croissance et l'intensification sont présentées comme les horizons indépassables de toute politique métropolitaine. Or n'est-ce pas insulter l'avenir que de ne pas prendre en compte les nouvelles aspirations (à l'habitabilité, à l'épanouissement personnel, au refus de la compétition, etc.) qui sont en train de remettre en cause le modèle de l'intensification ?

Retour sur la conférence urbaine C – Le temps des métropoles rayonnantes

Par Gilles Pinson

Pendant une journée entière et au fil des **trois sessions**, la conférence urbaine C a essentiellement traité des enjeux et des **stratégies de développement** économique des villes.

La première session était la plus généraliste et portait sur les stratégies de développement économique de quelques villes mais aussi sur la contribution d'un certain nombre de grands acteurs économiques à la réalisation de ces stratégies. Furent ainsi présentés les stratégies et outils mobilisés par les villes de Tallinn, d'Aberdeen et de Lyon.

La seconde session fut consacrée à la **contribution spécifique de la culture** et de manière générale à la contribution des activités liées à l'économie de la connaissance (design, création, recherche, etc.) à la croissance et au rayonnement des villes avec l'intervention d'acteurs grenoblois et stéphanois.

Enfin, la troisième et dernière session fut dédiée à la **question des mobilités, des flux et de leur gestion**. Les exemples de Saint-Pétersbourg, de la Défense et de New York furent notamment mobilisés.

Au long des débats, quatre grands enjeux ont émergé.

Le premier enjeu est relatif à la transformation du statut des villes dans le développement économique depuis une trentaine d'années. Les âges médiéval et classique avaient fait des villes des lieux d'échanges dans le cadre d'une économie essentiellement agraire. La révolution industrielle en a fait des centres de production, transformant au passage radicalement le paysage urbain et les conditions de vie. Pour certains, l'ère industrielle a dénaturé et défiguré les villes. Les activités de production qui y prenaient place consommaient du capital urbain, défaisaient la ville. Ils accueillent donc avec sympathie une nouvelle ère, qui se serait ouverte voici plus de trente ans, l'ère dite post-industrielle.

Cette ère voit, au moins en Occident, les villes profiter d'une spécialisation des économies dans les activités tertiaires, de création et de consommation. Après avoir été des espaces de production, les villes deviennent des espaces de consommation, de tourisme, de culture, de divertissement. Et lorsqu'elles accueillent des activités de production, ces activités devenues plus immatérielles, contribuent à fabriquer du capital urbain davantage qu'elles n'en consomment.

Mais cette évolution pose autant de problèmes qu'elle n'en règle. Cette ville de consommation et de création devient de plus en plus socialement sélective : les valeurs immobilières explosent et elle n'offre des emplois décents qu'à une fraction de ses habitants, les mieux intégrés dans la globalisation. Par ailleurs, jusqu'où la dissociation entre création, consommation d'une part, et production d'autre part, est-elle tenable ? La création et la consommation ne suivront-elles pas, un jour, le chemin de la production ? Les villes allemandes semblent offrir une alternative à ce modèle de la dissociation vers lequel se ruent bon nombre de villes...

Le second enseignement de la conférence est l'arrivée dans les villes et les dispositifs de politiques urbaines de nouveaux acteurs, qui accompagnent justement cette transition vers la ville créative et consommatrice. Ces acteurs, ce sont notamment les grandes entreprises de l'ingénierie électronique et informatique (les GE, Siemens, CISCO, IBM notamment) qui identifient les grandes villes comme leur nouveau champ de jeu.

Sur fond d'urgence climatique, ces acteurs proposent des systèmes d'information et de gestion qui permettront de gérer de

manière optimisée les flux de matière et d'énergie qui trament les villes. Ils œuvrent aujourd'hui à la création de nouveaux marchés que les gouvernements urbains ne sont pas toujours en mesure aujourd'hui de réguler, faute de capacité de maîtrise d'ouvrage en la matière. Ces nouveaux acteurs ont un discours sur les usages, sur le bien commun, ils situent leur action du côté de la recherche et de l'expérimentation. Tout se passe comme si se jouait une passation de pouvoir entre public et privé. L'expertise, la stratégie, la capacité d'anticiper semble avoir changé de camp.

Et les temps d'austérité qui s'annoncent ne semblent pas de nature à changer la donne.

Le troisième enseignement porte justement sur les transformations des rapports entre public et privé. Plus que jamais, l'heure semble être à la gouvernance. Représentants du secteur privé et des collectivités concordent pour insister sur la nécessité aujourd'hui impérieuse de travailler ensemble. *On ne peut plus faire seul*, semble ainsi être le mot d'ordre partagé. Les partenariats public-privé, la co-construction des stratégies et des projets semblent être plébiscités par les uns et les autres. On assiste à un certain effacement des frontières entre public et privé.

Les acteurs des deux mondes partagent les mêmes visions et un même langage « corporate ». Le tout serait imposé par la crise des finances publiques qui ne laisse guère de choix mais dont les origines ne sont jamais discutées. C'est comme ça ! On a ainsi l'impression d'une certaine myopie face à un renversement du rapport de force entre public et privé orchestré de longue date, qui produit aujourd'hui des effets célébrés comme les manifestations d'un monde moins clivé.

Le quatrième et dernier enseignement est relatif à la clôture des réseaux experts que constituent les acteurs privés et publics impliqués dans les partenariats et la fabrique des stratégies urbaines. Ces réseaux experts partagent la même vision, la même *doxa* des politiques et des stratégies urbaines faites de références à l'économie de la connaissance, à l'économie résidentielle, à la nécessité de construire des villes denses, durables et créatives, bien connectées aux flux de la globalisation.

Ces stratégies sont présentées comme ne s'ancrant pas dans une idéologie, mais relevant du bon sens, du pragmatisme et répondant aux enjeux auxquels toutes les villes sont confrontées. Le citoyen apparaît rarement et s'il est évoqué, c'est davantage en tant qu'usager dont on attend qu'il adapte ses usages à la nouvelle donne urbaine et technologique. Quand le politique et les sciences sociales sont convoqués, c'est justement pour œuvrer à fabriquer l'acceptabilité sociale de ces stratégies urbaines non négociables. Bref, l'époque fleure bon les années 1960. Une technocratie prépare tranquillement le monde de demain, sourde à la rumeur des mouvements de refus qui commencent à gronder ça et là.

Conférence urbaine D : Tourisme, facteur d'attractivité métropolitaine D1: l'accélérateur touristique des territoires métropolitains D2: les destinations rêvées et fragiles

Par **Philippe Jean-Pierre**, professeur à l'université de la Réunion

L'observation des expériences menées ici et là dans le monde depuis l'avènement du tourisme démocratique (au début des années 70) laisse apparaître plusieurs facteurs clés parmi lesquels figure la capacité de l'économie concernée à organiser son territoire ou à l'orienter de façon durable au service de cette industrie. Il y va bien sûr des conditions économiques et financières qui vont entourer et accompagner l'essor de ce secteur. Mais également l'organisation spatiale du pays afin que plusieurs champs de l'aménagement du territoire soient optimisés au profit des activités touristiques (localisation des activités, mobilités des clients et des acteurs, préservation du patrimoine, gouvernance territoriale en matière d'aménagement, d'équipements, de prospective et de planification stratégique,...)

Cette problématique se pose avec d'autant plus d'acuité que l'heure de **l'industrie du tourisme 2.0** semble avoir sonné. En effet, les économies qui ont fait du tourisme dans sa version traditionnelle, un de leur moteur de croissance, sont toutes confrontées à la nécessité de penser à l'étape d'après la période où seule la mise en avant des atouts physiques suffisaient, où la mise en place des infrastructures hôtelières était facilitée par l'absence de normes ou leur faible impact sur l'environnement de par leur nouveauté et leur petit nombre. Ce temps est révolu. Comme toute activité industrielle, le tourisme doit penser à ses effets sur le territoire en amont et en aval de la filière. Rendre durable cette activité consiste à faire preuve d'esprits innovants pour optimiser les effets directs et indirects, industriels, technologiques, culturels et sociaux entraînés par le développement du secteur.

Émergence de la notion de « ville territoire »

La notion de métropole véhicule l'idée d'un vaste territoire densément peuplé au sein duquel se décident les grands projets de développement économique, d'équipements collectifs, d'infrastructures pour les déplacements ainsi que d'ensembles de vie. Émerge alors la notion de « ville territoire » qui caractérise les métropoles intermédiaires. Ce concept permet de dépasser le périmètre urbain en lui associant son arrière-pays, à même de faire émerger de nouvelles stratégies d'aménagement et de gouvernance en faveur d'une attractivité et d'une compétitivité accrues.

Devant ces enjeux majeurs, ces métropoles et/ou ces « villes territoire » doivent nécessairement questionner le champ du tourisme qui, cela n'est plus à démontrer, contribue à construire une image de marque, une notoriété, une séduction et une attractivité économique et sociale.

La notion de « ville territoire » est en outre conforme aux contraintes liées au développement durable (circuits courts, déplacements individuels, limités et contraints, priorité donnée aux transports collectifs, rapport différent à l'espace et à ces usages...).

Ces métropoles intermédiaires et ces « villes territoire » organisées autour d'un projet de destination touristique peuvent devenir les portes d'entrées pour les clientèles touristiques nationales et internationales.

En quoi la prise en compte du tourisme participe-t-il à déterminer les périmètres des métropoles intermédiaires en devenir ?

Quels sont les nouveaux modes de gouvernance du projet de destination touristique à mettre en place à cette échelle ? Sous les angles politique, stratégique, organisationnel (dont la mise en réseau des acteurs), économique... ?

En quoi le tourisme est-il un générateur de rénovation et/ou de régénération urbaines pour l'ensemble du territoire considéré ?

De quelles natures doivent être les implications de l'habitant dans le projet de destination touristique ?

Quelles sont les articulations à trouver entre pratiques/activités touristiques et de loisirs ? Entre coexistence, complémentarité et conjugaison, quelles sont les voies à explorer pour les mixités d'usages ?

Quels sont les équipements, les aménagements, les événements structurels, quelles démarches coopératives sont à mettre en place pour ces métropoles intermédiaires sur le plan du tourisme ? Entre emblèmes culturels identifiant de la métropole (Centre Pompidou à Metz/Louvre - Lens), événements majeurs irriguant le territoire métropolitain (Lille 2004, Marseille 2013) qui non seulement à l'interne fabriquent du lien mais encore à l'externe participent à la notoriété, renforcent l'image et positionnent la destination, quelles démarches de coopération sont à envisager entre les acteurs de la métropole intermédiaire et les acteurs des territoires environnants (exemple de Turin) ?

Quels sont les nouveaux produits touristiques à envisager pour quelles nouvelles clientèles, en appréhendant quels nouveaux supports médias ?

Bilans et perspectives¹

9 novembre 2011

Par **Jean-Michel Evin**, directeur de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise, membre du Comité scientifique de l'Inta

Le 35^e congrès de l'Inta constituait une invitation à capitaliser, réfléchir et échanger autour des interactions qui font un espace métropolitain.

Quatre champs principaux de questionnements étaient repérés, l'identité et l'image, la mobilisation des ressources et compétences, les coopérations et alliances et enfin les mobilités et services.

Ce congrès tentait également d'innover en portant au débat la maille des métropoles dites « intermédiaires » ou « régionales » afin d'établir si des caractéristiques propres à ce modèle pouvaient être mises en évidence.

Les travaux du 35^e congrès de l'Inta se sont déroulés sur cinq jours à Grenoble et Lyon et ont pu bénéficier, de ce fait, de la présentation des réflexions autour des dynamiques métropolitaines en voie d'organisation autour de ces deux grandes agglomérations de Rhône-Alpes.

Au cours des travaux du Conseil mondial du développement urbain (CMDU), Gérard Collomb, Président du Grand Lyon, et Marc Baïetto, Président de la Communauté d'agglomération Grenoble- Alpes Métropole (Métro) se sont attachés à exposer les défis qui doivent mobiliser les métropoles : le défi économique, le défi démographique et social et le défi de l'organisation territoriale urbaine.

Sur ce dernier point, Marc Baïetto et Gérard Collomb, ont souligné que la métropole s'organise de fait ; il est donc décisif de disposer de cadres de coopération adaptés, modernes, qui ne renvoient pas forcément à la création d'une collectivité nouvelle ; cette nouvelle dimension d'un pilotage partagé, en réseau, doit permettre d'aborder les différentes échelles de la métropole : la multipolarité d'agglomération, les pôles métropolitains-réseaux d'agglomération et les coopérations avec les grandes villes européennes et mondiales.

Il apparaît également essentiel d'articuler rayonnement territorial et intégration sociale et de s'attacher à l'identité propre des différents territoires.

Dans les deux cas, à Grenoble et à Lyon, l'impératif d'un projet métropolitain qui serve de cadre de référence, ancré dans les réalités du grand territoire et ouvert aux autres, s'inscrit comme une évidence.

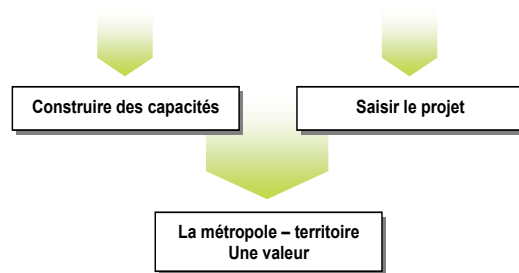
Au sein des débats, d'autres défis essentiels ont émergé

- au plan général, la démographie, la question sociale, économique, écologique, énergétique, numérique, mais aussi les enjeux culturels, de citoyenneté, de démocratie...
- et plus spécifiquement, au plan urbain, l'organisation de la ville, la densité, la mixité fonctionnelle et sociale, la sécurité...

Devant l'importance de ces défis, l'impérative nécessité de la réhabilitation d'une politique du long terme et de l'anticipation a fait consensus. **Cette réalité milite pour un pilotage rénové de ces territoires métropolitains, compte tenu des impacts des décisions prises (ou non prises)... et de leurs effets dans 10, 20...ou 50 ans...**

Derrière des échanges souvent intenses compte-tenu de la diversité des expériences, deux questions centrales rassemblent les participants :

- l'homogénéité des processus à l'œuvre dans les territoires métropolitains,
- la question des capacités à construire pour relever le défi de la complexité de ces constructions nouvelles.



Les séances plénières introductives préparaient le travail détaillé en conférence urbaine.

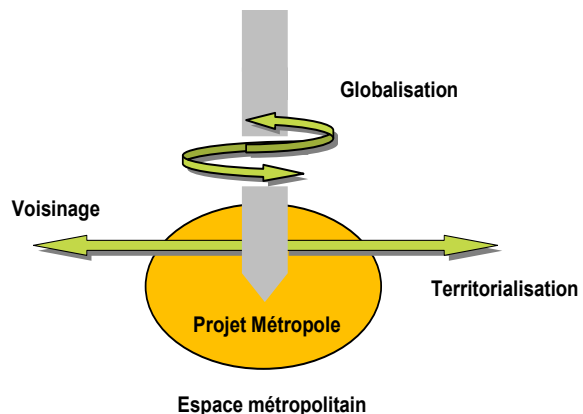
Elles ont permis :

- de planter le décor à partir d'images très contrastées de la métropole, réalisées sur les cinq continents,
- d'interpeller les participants à partir d'un propos introductif.

Le thème de l'économie a vu la crise s'inviter dans le débat ! A partir d'une interrogation de départ sur les échelles du projet et l'enjeu des coopérations, les échanges se sont centrés sur les effets de la crise et ses conséquences.

Au final, les facteurs qui caractérisent le plus précisément les métropoles se résument à la notion de risques (prospérité, pérennité...) et aux leviers d'actions à définir (adaptation, rapidité).

La métropole de taille intermédiaire (régionale ?) apparaît encore plus concernée par les questions de voisinage et d'arrière-pays et doit intensifier et valoriser la qualité de ces partenariats et coopérations.



Autour du défi de la cohésion sociale, s'est matérialisée une interrogation sur l'affaiblissement de l'État, la « faillite » des marchés et une hypothèse de métropole intermédiaire qui serait « plus humaine » [?]

A partir des mots clés d'habitabilité, de droit à la ville, de représentations de projets locaux, très semblables, les participants ont interpellé l'importance des récits métropolitains construits

¹Ce texte est un relevé synthétique des travaux du 35^e congrès de l'Inta, forcément réducteur, compte tenu de la richesse des débats et de la multiplicité des lieux.

globalement, faisant de la dimension sociale un élément constitutif du projet (et pas uniquement des projets rayonnants).

Lors de cette séquence l'enjeu du « CO » est apparu comme central (COproduire, COréaliser, COllaborer, COopérer...).

Enfin, la question environnementale a permis de compléter l'équation des enjeux avec les paramètres de la mobilité et de la proximité, à partir des expériences plan climat énergie territoire présentées, (le défi de l'éducation !).

Le débat citoyen de la soirée a réuni à Grenoble un public nombreux ; les témoignages d'européens (Vienne, Madrid, Turin) ont mis en évidence :

- une flamme pour le collectif à partir d'initiatives de proximité diverses,
- la crise de confiance avec le politique,
- ...avec tout de même un discours sur le long terme, une envie de récit métropolitain (mais il faudra du temps),
- ...et dans la réalité, l'échelle locale est plus propice à la mobilisation.

Les conférences urbaines s'inscrivaient dans la continuité des séances plénières, elles étaient abondamment illustrées d'expériences et témoignages très variés et constituent une grande richesse du 35^e congrès (Lyon – Bourgoin, Grenoble – Voiron Brno, Bogota, Malmoe, Madrid, Turin, Vienne, Lyubjana, Ispahan, Annecy, Québec, Les Açores, La Réunion, Saint-Petersburg, New York, Bonn, Tainan, Rotterdam, Lisbonne, Portland, Cotonou, Medellin, Tallin, Aberdeen, Shangaï, Lima Nord, Hambourg, ...). Elles ne sont pas reprises dans les synthèses ci-après.

La première conférence urbaine abordait les enjeux de la métropole, des coopérations et du partenariat. Très vite, les questions des échelles de la métropole ou de sa taille ont été remplacées par une image de « médiapole » ou métropole médiatrice à partir de la nécessaire articulation périmètre – construction de la métropole – citoyen.

C'est la construction du projet dans ses différentes dimensions qui apparaît centrale, avec la nécessité de dépasser les stéréotypes.

La question de l'adaptation de l'ingénierie à cette situation nouvelle, de l'importance des sciences de la coordination, de

l'organisation et du lien apparaît décisive simultanément au rôle central du politique.

La conférence urbaine sur la métropole sociale et solidaire a permis d'établir une grille de positionnement (ci-après).

Les métropoles intermédiaires deviendront plus sociales et solidaires si ...

Plusieurs conclusions ont émergé de cette conférence :

- une vraie grande envie d'agir, avec la nécessité d'articuler en continu cette question de l'intégration dans le projet, en faire une force,
- une interrogation autour de la convocation du citoyen... avec en germe la préfiguration de nouveaux acteurs politiques.

La troisième conférence urbaine portait sur les questions de développement économique, de mobilité et de services.

Les débats ont permis de mettre en évidence :

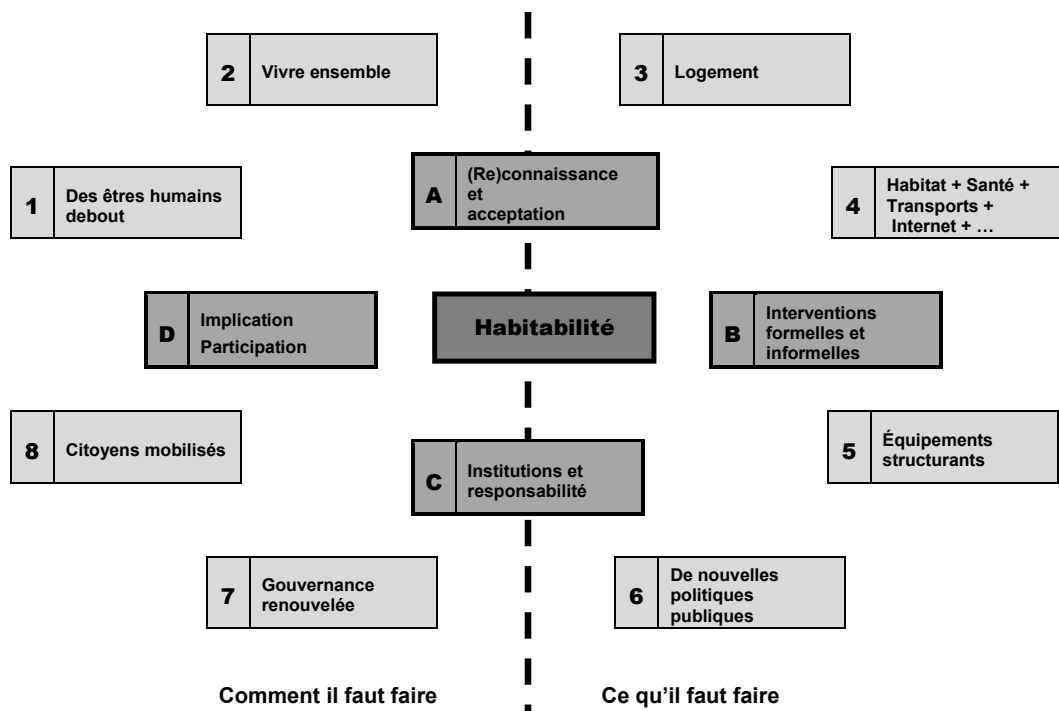
- un changement de statut des villes, avec des territoires qui deviennent des vecteurs de la production de richesse (notion de projet métropolitain intégré),
- des stratégies de développement économiques... très ou trop semblables, villes créatives, villes de la connaissance, labels... Avec des retours à la notion de ville productive.
- de nouveaux acteurs de plus en plus déterminants et influents, les grands opérateurs de services.
- l'enjeu du citoyen – usager.

La quatrième conférence urbaine traitait des enjeux particuliers des espaces métropolitains et du tourisme à partir de deux situations contrastées :

- la métropole territoire,
- les espaces insulaires.

Dans la première situation, les conclusions des observateurs participants ont établi deux scénarios, endogènes ou exogènes, avec la question : quels facteurs accélérateurs du changement ?

Dans les différentes situations, les ingrédients sont les mêmes : aborder la question du tourisme en terme de filière économique et amener tous les acteurs à s'approprier le projet (chacun perd en vulnérabilité ce qu'il gagne dans le processus commun).



Plusieurs perspectives se dessinent autour de la combinaison des éléments (diverses natures d'espaces, urbain-rural, ville-nature et culture...). Le tourisme comme facteur clés du développement.

Dans le cadre insulaire le déterminant territorial est central, il doit être en capacité d'innover, de créer une légitimité nouvelle.

Synthèse générale

Les constantes du congrès, des ingrédients pour la fabrique du projet métropolitain :

- le constat d'une certaine homogénéité des processus à l'œuvre dans les territoires métropolitains (échange d'expériences...),
- l'impérative nécessité des capacités à construire pour relever le défi de la complexité de ces constructions nouvelles,
- l'objectif de définir un projet métropolitain ancré dans le temps long du territoire, avec plusieurs dimensions : rassembler le plus grand

nombre et construire un sentiment d'appartenance, considérer le territoire comme une valeur économique et faire de la dimension sociale et humaine une composante à part entière du projet,

- réhabiliter une politique du long terme à caractère prospectif. Les décisions qui impactent l'avenir sont à prendre aujourd'hui,
- sortir des chemins de dépendance des discours et projets « convenus », chaque territoire ayant son identité,
- aller vers des modes de pilotage politiques innovants, partagés, en réseaux, associant partenaires publics et privés.

La métropole intermédiaire :

- une métropole « médiapole », plus humaine dont on peut saisir le projet en construisant des coopérations de voisinage renforcées,
- l'enjeu de l'ingénierie et de son adaptation est crucial ; aller vers une plus grande « hybridation » des acteurs qui construisent le projet métropolitain est décisif.

Organisé avec

GRANDLYON



En partenariat avec



Avec les grands sponsors



Toutes les informations sur le 35e congrès de l'INTA sur :

inta35.org

lametro.fr
